

Bulletin d'information

de l'Association des auditeurs de l'Institut des hautes études
de défense nationale en Aquitaine

Au sommaire de ce numéro

Paris Defence and Strategy
Forum 2026

1

Lettre du président

2

Actualité et veille stratégique
de l'IHEDN

3

International : Le PDSF 2026
(suite)

4

National : Discours du
président de la République sur
la dissuasion nucléaire

7

Région : Soirée défense & éco-
nomie et intervention à l'INSPÉ
en Dordogne ; Trinôme acadé-
mique en Lot-et-Garonne ;
Visite landaise du Laser
Mégajoule ; ORION Jeunesse
2026 ; Conférences à Bordeaux
et Mérignac ; Petit-déjeuner à
Bordeaux

9

Armement et économie de
défense : L'Agence européenne
de défense

17

Livres et expositions

20

Directeur de la publication et
coordination éditoriale

Jean-François Morel

Webmaster Catherine Bergero

<https://associations-auditeurs-ihedn-aquitaine.fr>

- archives des bulletins
- revues de presse d'André Dulou
- événementiel
- vie et activités de l'Association



Paris Defence and Strategy Forum 2026 L'événement international annuel de l'ACADEM

La 3^{ème} édition du PDSF, organisé à l'École militaire par l'Académie de défense de l'École militaire (ACADEM), que préside le directeur de l'IHEDN, a eu lieu sur le thème *Souveraineté, Alliances, Partenariats*.

Ces trois jours ont été ouverts par Alice Rufo, ministre déléguée auprès de la ministre des Armées, qui a commenté « *le réveil stratégique européen* ». Pour elle, **il convient de « ne pas subir » et de consentir à une interdépendance en Europe**, car « *défendre sa souveraineté, c'est défendre celle des autres* ». Ainsi, la dissuasion nucléaire prend-elle notamment une dimension européenne.

Réitérant l'attachement à l'Alliance atlantique, **Alice Rufo a surtout appelé à renforcer la préférence européenne et à innover ensemble**. Dans le contexte actuel, il revient aux Européens eux-mêmes de reconstruire un ordre de sécurité sur leur continent.

Pour cela, la confiance est essentielle : « *nous concevons le partenariat comme une parole donnée* » qui engage. Il faudra notamment apporter des garanties de sécurité robustes à l'Ukraine.

Finalement, « **penser la guerre de demain, c'est être capable de la prévenir** ».

suite page 4

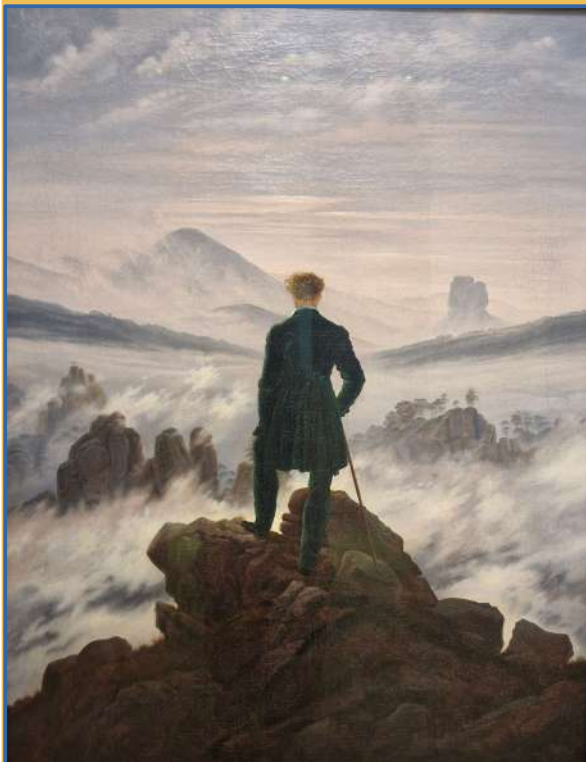
↑ Alice Rufo, ministre déléguée auprès de la ministre des Armées et des anciens combattants, à l'ouverture du Forum. © JFM

La lettre du président

Dissiper la brume stratégique

« Nous sommes tels les navires dans le brouillard ; Lumières allumées, sirène hurlante ; Nous avançons mains tendues nous fiant au hasard ; Le passé est repère dans la déferlante », écrit le poète de notre région Jean-François Mercier-Goas dans *Brume, brouillard*.

Dans le contexte national et international, incluant les stratégies du chaos, les opérations informationnelles déstabilisantes et l'*infobésité* qui nous sature, **il est bien difficile de trouver le discernement suffisant pour y voir clair dans les enjeux et le cap à suivre.**



↑ *Le promeneur au-dessus de la mer de nuages* par Caspar David Friedrich, musée d'art de Hambourg. Le regard actuel sur notre monde n'est pas toujours clarifiant. C'est sans doute moins dans la solitude contemplative que dans la confrontation des expériences et des disciplines que s'élaborent aujourd'hui une vision et un cap. Photo JFM.

Benoît Le Blanc, directeur de l'École nationale supérieure de cognitive, située à Bordeaux, insiste pour distinguer les opinions et les faits et pour défracter la société en acceptant le débat (cf. p. 11).

Notre association est précisément un lieu de débat et de cohésion. Elle s'honore de sa neutralité qui facilite la concrétisation régionale de l'approche pluridisciplinaire de l'IHEDN. L'ADN de l'Institut reste plus que jamais le « *savoir bâtir ensemble* », rappelle son directeur, le général Hervé de Courrèges (cf. p. 3).

Dans notre éthique relationnelle, dans le respect de nos débats, conférences, apports de points de vue différents, études collectives, **nous sommes moins sensibles à la combinaison d'une émotion fabriquée et d'un raisonnement tronqué, qui entreraient dans une stratégie malveillante.**

S'appuyer fermement sur nos valeurs tout en restant très ouverts aux opinions différentes, **c'est à la fois pour nous un signe de modernité et un défi permanent.** « *Puis l'espace d'un court instant tel le Soleil ; La Lumière dissipe toutes les vapeurs ; Et la vie a un sens dès lors que tout balaye ; La voie et le chemin sont clairs nets et sans peurs* », conclut le poète.

Jean-François Morel

Rapport d'activité 2025 de l'IHEDN

**« Penser la guerre pour préserver la paix,
l'urgence d'une culture stratégique partagée »**

*Nous proposons ici la reproduction de l'éditorial du
général Hervé de Courrèges, directeur de l'IHEDN.*

L'année 2025 restera gravée dans l'histoire de notre institution comme celle d'un triple engagement : celui du développement, de l'exigence et de l'innovation.

Alors que le monde fait face au retour de la brutalité et à la contestation des souverainetés – de l'Ukraine au Proche-Orient – l'IHEDN a su répondre présent pour armer les esprits face à l'imprévisibilité.

Le développement de notre rayonnement a atteint un sommet avec l'incroyable succès du Paris Defence and Strategy Forum (PDSF) en mars dernier. Véritable vitrine internationale de la pensée stratégique française, il a dépassé nos ambitions les plus hautes. Parallèlement, la 3^{ème} édition de l'Année de la défense nationale s'est imposée comme une référence incontournable, offrant des clés de compréhension indispensables à un public toujours plus nombreux.

L'exigence, ensuite, a été notre boussole. Elle s'est incarnée dans la réussite de la session nationale, dont les 23 rapports de comités témoignent de la profondeur de réflexion de nos auditeurs. Cette quête d'excellence a été couronnée par la poursuite de nos certifications de qualité (Qaliopi), garantissant la valeur du « label IHEDN » pour tous les cadres de la nation, civils et militaires.

L'innovation, enfin, a irrigué notre « salle des machines ». 2025 a marqué un tournant numérique historique : déploiement d'un nouvel espace collaboratif, lancement de notre chaîne WhatsApp et de nos premiers podcasts. En modernisant nos outils et nos formats de communication, nous portons désormais la culture de défense au plus près des citoyens et de la jeunesse, notamment à travers le dynamisme du « Concours Jeunesse ».

Alors que notre institut célèbre ses 90 ans, son ADN reste plus que jamais le « savoir bâtir ensemble ». Cette capacité à marier les cultures – civiles et militaires, publiques et privées – est notre plus grande force. A l'heure où les égoïsmes resurgissent, l'IHEDN demeure cette « petite nation » unie par une noble cause : la défense et la sécurité de la France.

Ce rapport d'activité témoigne de l'intelligence humaine et de la passion qui anime nos équipes. Il est le reflet d'une institution qui, forte de son histoire, innove sans cesse pour préparer son avenir.

Je vous souhaite une excellente lecture.

Le rapport complet est librement accessible ici :

<https://ihedn.fr/notre-actualite/rapport-activite-2025/>



INTERNATIONAL

Paris Defence and Strategy Forum 2006 (suite)

suite de la page 1

→ Ambassadrice du Danemark, invité d'honneur de ce Forum, madame Hanne Fugl Eskjær a tenu à souligner que « **cooperation is a need and military cooperation between France and Denmark has increased** », cela dans un contexte déstabilisant pour le continent européen, impacté par la Russie et les États-Unis, incluant les velléités américaines sur le Groenland.

Comme à l'accoutumée, le Forum était organisé en tables rondes et ateliers simultanés. Il est proposé ici une déambulation nécessairement partielle, issue des choix d'assister à l'un ou l'autre.



← Pour le général Fabien Mandon, chef d'état-major des Armées, « **on ne peut pas se remettre totalement à d'autres, c'est pourquoi la France reste attachée à un modèle d'armée complet** ». Ainsi, « **la souveraineté n'existe que si l'on possède toutes les composantes** » : une tonalité plus tranchée que celle qui vise à « **consentir à l'interdépendance en Europe** » (cf. p. 1).

Cependant, « **les Alliances, c'est la démultiplication de la force** ». Si l'OTAN c'est la grammaire, il faut rechercher en Europe « **comment se désensibiliser à la vision américaine** ».

A nous aussi de trouver les réponses en Ukraine, a-t-il confirmé.

→ « **We need to develop European industrial capabilities to build on defence independence** », déclare le commissaire européen à la défense Andreas Kubilius. « **And the key is production and maintenance** ».

L'implication de la Commission en défense se renforce par l'industrie et la recherche.



← Le député européen Christophe Gomart, membre de la commission de la défense du Parlement européen, que nous avons invité récemment à Bordeaux pour une conférence, n'est pas sur la même ligne.



Pour lui, « **un marché unique de la défense est un vrai débat dans lequel je suis minoritaire** ». Il n'est favorable ni à la libre circulation des armes dans l'Union ni au contrôle des exportations d'armements par la Commission.

« **Il faut garder un droit de veto dans un marché intergouvernemental de défense, et pas à majorité qualifiée** ».

Par ailleurs, **il manque dans l'UE un niveau militaire opératif** (un centre d'opérations permanent) pour s'affranchir de notre dépendance à l'OTAN.

Dans cette table ronde, Eric Béranger, président-directeur général de MBDA (missiles), estime que le 1^{er} défi est de fournir aux armées les capacités dont et quand elles ont besoin. « **Aujourd'hui, l'industrie n'attend plus les commandes comme auparavant. MBDA a notamment 1 Md€ d'avance avant d'avoir les contrats** ».

A son avis, **les instruments mis récemment en place par la Commission européenne** (EDIRPA par exemple) **sont propices à réduire la fragmentation de l'industrie en Europe et à faire face à une guerre d'attrition**.



Plusieurs tables rondes ont tourné autour du thème d'une **OTAN plus investie par les Européens, mais comment ?**

← Représentant militaire auprès de l'OTAN et de l'Union européenne, le général Cyril Carcy trouve le moment propice : « **time is running out and the EU must seize its destiny** ». Pour lui, ce n'est pas une question d'anti-américanisme mais essentiellement de stratégie.

→ L'historien américain Andrew Novo de l'université de Georgetown remarque que les alliances doivent être dynamiques.

Il importe qu'il y ait un équilibre des pouvoirs au sein d'une alliance et que l'on identifie clairement la menace. Il voit l'OTAN comme « **a unique alliance made for a specific war** ». Les relations internes y sont déséquilibrées mais « **to be stronger within NATO, Europeans need to be a group with a coherent policy** ».

Le Pr Jonathan Paquin de l'université canadienne Laval rappelle que le Canada est entré dans l'OTAN en 1949 pour échapper à l'exclusivité du bilatéralisme avec son voisin. Il constate aujourd'hui que « **US administration is clearly aggressive** ». Cependant « **Europe is not yet ready to take over** ».



← Entourant Olivier Schmitt, ancien chef du département des études et de la recherche de l'IHEDN, deux personnalités politique et militaire de l'OTAN ont apporté leur éclairage.

L'ancien secrétaire général de l'OTAN Anders Fogh Rasmussen pense que « **USA cannot be a security guarantor** ». Il faut alors attirer beaucoup plus de capitaux privés pour développer les capacités européennes.

Il apprécie le dynamisme de notre pays en Europe : d'une part, « **I encourage France to set up a multinational force in Ukraine** » et d'autre part, au sujet de la « **dissuasion avancée** » dont a parlé le président de la République à l'Île Longue (cf. p. 7), « **Emmanuel Macron's initiative is exactly what we need now** ».

A côté de lui, l'amiral italien Giuseppe Cavo Dragone, qui préside le comité militaire de l'OTAN, appelle les Européens à investir davantage et mieux, pour qu'à l'avenir « **NATO should be more European-led** ». Mais les États-Unis seraient-ils disposés à céder le poste de commandant suprême des forces alliées en Europe ?

→ « **It is about delivering capabilities, both civilian and military, and financial instruments** » affirme le général irlandais Sean Clancy, président du comité militaire de l'UE (à droite), mettant l'accent sur la pertinence stratégique des moyens multi-disciplinaires européens.

Pour l'amiral Pierre Vandier, commandant suprême de l'OTAN pour la transformation (au centre), le défi est essentiellement militaire : « **our day to day job is to deter, there is a need to be organised and deliver now** ».



→ Benjamin Haddad, ministre délégué chargé de l'Europe au Quai d'Orsay, affirme que « ***l'Union européenne est un succès sans précédent, en paix alors que le monde est en proie aux rapports de forces*** ».

Ce sont les Européens qui coordonnent l'aide à l'Ukraine et l'argent européen doit donc aller à des projets européens. Précisément, dans le programme SAFE – ***Security for Action for Europe*** avec 150 Mds € pour faciliter les achats d'armements en commun – est inscrite la préférence européenne.

Allons-nous assez vite ? « *Pour l'épargne et l'investissement, nous pourrions créer un groupe pilote pour aller plus loin qu'à 27* », suggère-t-il.



← Aux côtés de son homologue danois (à gauche), l'amiral Nicolas Vaujour, chef d'état-major de la Marine, explique pourquoi « ***Arctic is strategic, the French Navy has assets in the High North*** ».

La coopération navale franco-danoise s'attache à la flotte fantôme russe, à la surveillance et au développement des savoir-faire dans une zone opérationnellement très difficile.

Plus généralement, « ***every conflict, Ukraine, Gaza, Iran... has consequences at sea*** ».

→ La guerre informationnelle est permanente et créative. Maxime Audinet, enseignant et chercheur à l'INALCO, montre comment « *les récits ont un caractère performatif qui influencent la société* ».

En particulier, les récits russes biaisés s'articulent avec nos mythes politiques français, ce qui les rend plus efficaces et dangereux. « *Travailler sur les récits permet d'explorer l'espace entre vérité et mensonge* ».

↓ Comment l'État français organise-t-il la lutte contre ces fallacieux récits ? Au Quai d'Orsay, Marie-Doha Besancenot est chargée de mobiliser le réseau diplomatique français pour répondre sans délai aux attaques informationnelles.



Le ministère des Affaires étrangères évite désormais de parler d'« *influence* », mais plutôt de « *perception* ». Il a mis en place une veille puis une riposte rapide en proposant à la fois un « *contre-récit* » et un « *récit-cadre* » plus général.

De son côté, la Mission Cinéma du ministère des Armées ne peut pas, compte tenu des délais de création des films, élaborer de contre-récits. Mais en s'appuyant sur la réalité, « ***le récit fictionnel renforce le sentiment d'appartenance et de partage des valeurs nationales*** » (*Le Bureau des Légendes, Le Chant du Loup, Sentinelles, Cœurs noirs*, par exemple...).

En conclusion, la base industrielle et technologique de défense est très mobilisée, stimulée par l'augmentation des budgets de défense. Le monde financier change aussi progressivement son regard sur la défense.

→ Dans le domaine naval, Aurore Neuchwander de Naval Group informe que sa société participe à l'hybridation des flottes (bâtiments renforcés par des drones) et intègre ces drones à l'architecture du système des navires.

Assurément, si les États-Unis ne sont plus un allié sûr, « ***l'Europe n'a pas désarmé et n'a pas à rougir de ses potentialités*** » conclut Alexandre Papaemmanuel, auditeur IHEDN en fonction chez MBDA. C'est pour autant l'un des grands défis contemporains.



Jean-François Morel

Penser la stratégie de dissuasion dans la profondeur du continent européen



Il y a 6 ans, le président Emmanuel Macron avait prononcé, à Paris en février 2020, un discours sur les fondements de la doctrine nucléaire de la France et de sa place dans le monde. Depuis, le président a expliqué que **« nous vivons actuellement, au plan géopolitique, une période de rupture, pleine de risques »** qui justifie **« un durcissement de notre modèle »**.

La Russie ne cesse de développer de nouvelles armes, la Chine s'est engagée dans un rattrapage à marche forcée des États-Unis qui, eux-mêmes, modernisent leur arsenal nucléaire et ont révisé leurs priorités stratégiques. En Asie, les arsenaux nucléaires sont en pleine expansion.

Il n'y a désormais plus de limites, alors que les traités internationaux de maîtrise des armements sont successivement dénoncés : **« le champ des règles est un champ de ruines »**.

Face à la combinaison des menaces, **« nous devons penser notre stratégie de dissuasion dans la profondeur du continent européen, dans le plein respect de notre souveraineté, avec la mise en place progressive de ce que j'appellerai une dissuasion avancée »**.

Le président a expliqué que nous pourrions nous trouver dans une situation de conflits majeurs sous le seuil nucléaire, ce qui nécessiterait **des capacités spécifiques pour éviter de franchir le seuil nucléaire** :

- **l'alerte avancée** : la capacité satellitaire et radars de détecter et de suivre des missiles depuis l'espace. Le programme franco-allemand JEWEL doit conférer cette capacité européenne ;
- **la défense aérienne élargie** : la capacité à maîtriser notre ciel, incluant la protection anti-missiles et anti-drones. Le système européen SAMP/T NG offrira des performances de 1^{er} rang mondial ;
- **La frappe dans la profondeur** : l'initiative franco-germano-britannique ELSA a pour but de construire un missile de très longue portée.

« Avec la dissuasion avancée, notre doctrine conservera ses fondations originelles, son caractère strictement défensif, le refus de la bataille nucléaire, la rupture totale entre et assumée entre le conventionnel et le nucléaire. Il en va de même pour l'opportunité d'un avertissement nucléaire unique et non renouvelable ».

Très concrètement, dans le cadre de la dissuasion avancée, **les partenaires européens seront invités à participer aux exercices de la dissuasion**, mais **« cela pourra impliquer également du signalement, y compris au-delà de nos frontières strictes ou la participation conventionnelle de forces alliées à nos activités nucléaires »**.

Dans ce même cadre, **les forces aériennes stratégiques françaises pourront se disséminer dans la profondeur du continent européen**, ce qui est de nature à compliquer les calculs adverses et à renforcer notre propre défense par une profondeur stratégique nouvelle.

Dans cette nouvelle étape de la dissuasion française, « **il n’y aura aucun partage de la décision ultime, ni de sa planification, ni de sa mise en œuvre** », qui appartient constitutionnellement au président de la République.

A cet égard, le président a tenu à réaffirmer : « **je n’hésiterai jamais à prendre les décisions qui seraient indispensables à la protection de nos intérêts vitaux** ».

La crédibilité de la dissuasion, c’est à la fois une crédibilité politique, une crédibilité technologique et une crédibilité opérationnelle.



Image de couverture du livre *SUB, L’immersion* du photographe Ewan Lebourdais, peintre officiel de la Marine, éd. Odyssee.

Dans l’environnement dangereux qu’a rappelé le président, il importe que la dissuasion nucléaire conserve son pouvoir de destruction assuré, « **c’est pourquoi j’ai ordonné d’augmenter le nombre de têtes nucléaires de notre arsenal. Pour couper court à toute spéculation, nous ne communiquerons plus sur les chiffres de notre arsenal nucléaire** ».

On ne communiquera pas davantage sur ce que sont les intérêts vitaux français, afin de ne pas rendre lisibles nos lignes rouges, d’autant plus que « **nos intérêts ne peuvent se confondre avec le seul tracé de nos frontières nationales** ».

Plusieurs partenaires européens ont d’ores et déjà accepté **le dialogue avec la France sur cette dissuasion avancée, sans préjudice de l’OTAN : le Royaume-Uni, l’Allemagne, la Pologne, les Pays-Bas, la Belgique, la Grèce, la Suède et le Danemark**. Des discussions sont en cours avec plusieurs autres pays.

Il s’agit de mettre en place des organes d’échange, au niveau politique, et de travailler sur « **la menace et le renseignement, les moyens de communications spécifiques, une organisation, mais aussi une compréhension commune des ressorts de l’escalade et de comment y faire face, en particulier dans sa phase conventionnelle** ».

Plus généralement, le président a appelé à « **changer de logique** ». **C’est aux Européens qu’il revient de reconstruire un corpus de règles dans le domaine de la maîtrise des armements**, à partir de nos intérêts de sécurité et ceux de notre continent.

Commentaires

Cette évolution de la dissuasion française n’est pas d’ordre conceptuel mais s’inscrit dans le mouvement d’une plus grande autonomie stratégique européenne. En fond de tableau, mais implicite dans le discours : d’énormes doutes sur la crédibilité du « parapluie nucléaire » américain. C’est pourtant cela, allié à l’accroissement de la menace russe – dûment mentionné –, à l’augmentation du stock d’ogives chinois et à la disparition d’accords internationaux de régulation des armes nucléaires, qui fait bouger la France et **incitent les partenaires européens à rechercher ensemble une forme de puissance, y compris chez les plus atlantistes** (Royaume-Uni, Allemagne, Pays-Bas, Danemark) et d’anciens neutres (Suède).

Le maintien de la crédibilité opérationnelle et technologique de la dissuasion s’est traduit par l’augmentation du nombre de têtes – tenue secrète, face à plusieurs agresseurs possibles –, l’arrivée récente du nouveau missile M51.3 muni d’une nouvelle tête océanique optimisée pour pénétrer les défenses, et la 3^{ème} génération de sous-marins nucléaires lanceurs d’engins, qui sera marquée par l’arrivée de *L’Invincible* prévue en 2036, ce qui restera évidemment à confirmer par la future présidence de la République.

On observe un effort crucial pour renforcer les capacités d’« épaulement » en Europe : il s’agit d’accroître les moyens militaires conventionnels pour pouvoir contrôler ensemble les paliers d’un conflit, en le maintenant sous le seuil nucléaire. C’est l’un des gros enjeux stratégiques pour les Européens.

Au fond, cette évolution illustre ce que le président Macron avait exprimé lors de ses vœux aux Armées (cf. Bulletin de février 2026) : **la volonté que la France devienne « une puissance de stabilité »**. Si celle-ci se traduit assez nettement en Europe, elle cherche à se construire ailleurs, comme au Moyen-Orient.

Jean-François Morel

Bulletin AA IHEDN AQUITAINE, avril 2026

Soirée défense & économie Quels leviers d'action pour les entrepreneurs et les citoyens ?



Coulouniex-Chamiers, Dordogne, le 5 mars 2026

© AA IHEDN AQUITAINE

La première convention entre partenaires du trinôme économique de la Dordogne a été signée dans les locaux du pôle inter consulaire de la Dordogne à Coulouniex-Chamiers.

Outre le délégué militaire départemental, représentant l'Officier général de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, et le vice-président délégué en Dordogne de notre association, le président de la chambre de commerce et d'industrie, le président du MEDEF Périgord, le président de l'UIMM Périgord et le président de la French Tech Périgord ont paraphé ce document constitutif d'une volonté d'échanges et de perspectives communes à venir.

J'ai présenté notre association et ses missions, en arguant de notre rôle majeur dans l'émergence et le maintien de l'esprit de défense pour chaque citoyen. Le général Stéphane Groën a présenté une vision directe de l'évolution des rapports de force actuels et de la nécessité d'envisager une orientation vers l'économie de guerre.

Une table ronde a succédé à ses propos liminaires incitant à une mobilisation des entreprises périgourdines. Les deux représentants de la base industrielle et technologique locale, la responsable du groupement de soutien de la base de défense de Brive-la-Gaillarde, un représentant de la DGA et un entrepreneur local (caviar de Neuvic) ont éclairé les quelques 80 entrepreneurs locaux sur les possibilités d'intégrer ou de collaborer à une coopération de défense.

Belle synergie qui augure d'actions futures constructives, favorisant le partage d'une culture intégrant un patriotisme économique local !

Jean-Marc Chastanet, vice-président délégué/Dordogne



© AA IHEDN AQUITAINE

← En compagnie du lieutenant-colonel Roche, délégué militaire départemental de la Dordogne, notre association est intervenue à l'INSPÉ de la Dordogne, le 18 mars, dans le cadre d'un appui à l'enseignement de défense auprès des étudiants de master Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation, qui préparent le concours de professeurs des écoles.

Le DMD a présenté l'organisation générale de la défense nationale, puis la valise pédagogique *Explique-moi une cérémonie*. Ensuite, sous ma houlette, **les étudiants ont joué à notre jeu DÉ-CI-DEUR qui a été le détonateur d'échanges fructueux sur les notions essentielles de citoyenneté, d'Europe et d'esprit de défense.**

Les étudiants étaient ravis de ce partage d'expériences, à quelques jours de leur concours. L'enseignante était demandeuse d'actions de partenariats plus soutenus pour les années à venir. Nous sommes très heureux de ces sollicitations qui découlent de nos réunions préparatoires aux cafés stratégiques. Elles intègrent progressivement les acteurs du monde universitaire local.

JMC

Un mois de mars bien rempli pour le Trinôme académique en Lot-et-Garonne !



© Eric Vidal

↑ 12 mars 2026 : un hélicoptère NH90 Caïman Marine, de la flottille 31F basée à Hyères, s'est posé sur le terrain de sport du collège Crochepierre de Villeneuve-sur-Lot.

Une belle rencontre entre l'équipage et les classes de défense et de sécurité globale (CDSG) du collège Crochepierre et du lycée Saint-Catherine, pour préparer les 400 ans de la Marine Nationale, qui seront célébrés le 13 juin prochain.

Après un exposé sur la situation géostratégique actuelle par le colonel Arnaud Le Gal, chef d'état-major de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, Marie-Hélène Lavaud, inspecteur d'académie a présenté les activités du trinôme académique, appuyée par les témoignages de deux enseignantes.

Philippe Lataste, référent trinôme académique de notre association et Éric Vidal, vice-président délégué pour le Lot-et-Garonne, **après un exposé sur la dissuasion nucléaire et sa récente évolution, ont présenté notre association et le jeu DÉ-CI-DEUR** qui a suscité beaucoup d'intérêt notamment pour un usage auprès des CDSG. Le lieutenant-colonel Jean-Paul Mansion a présenté le soutien que la délégation militaire départementale peut apporter aux enseignants référents défense.

26 mars : Journée Orion Jeunesse décentralisée à la faculté du Pin.

→ Dans le prolongement de la manifestation Orion Jeunesse, organisée le même jour à l'ENSAM de Bordeaux, une présentation de véhicule (Petit Véhicule Protégé – PVP), armement et matériel (mini drone et antenne satellitaire) sur le site du campus du Pin à Agen a permis de mettre en valeur nos armées.

Notons également la présence du CIRFA et de la cellule recrutement du 48^e régiment de transmissions d'Agen.

En fin d'après midi le dialogue avec la jeunesse, notamment les étudiants d'AES accompagné de leur professeur s'est poursuivi en amphi sur le thème de l'évolution stratégique actuelle.

Et un début avril prometteur pour le trinôme économique !

Organisé par la plateforme du Commissariat Sud-Ouest, un forum destiné aux entreprises régionales a été accueilli par le 48^e régiment de transmissions d'Agen pour leur faciliter l'accès à la commande publique.

Cette manifestation, qui a connu un vif succès, a permis de renforcer les liens entre les armées et leurs fournisseurs en présentant les grandes fonctions du soutien opérationnel ainsi que les dispositifs humains, logistiques et numériques indispensables à l'engagement des forces armées. Une attention toute particulière a été portée sur la montée en puissance d'une base industrielle de soutien du service du commissariat des armées en zone Sud-Ouest. **Un stand du trinôme économique était présent pour la première fois en Lot-et-Garonne.**



© Eric Vidal

Conférence à l'INSPÉ de région à Mérignac dans le cadre du trinôme académique

Un enjeu de cohésion de la société démocratique



Information, désinformation, mésinformation : une question de défense et d'éducation était le thème de cette conférence, modérée par Marie-Hélène Lavaud (à droite) le 1^{er} avril 2026 : même ce jour-là, les *poissons* ne sont pas des plaisanteries, mais entrent dans des stratégies d'influence parfois malicieuses.

Pour la chercheuse Karel Soumagnac (2^e à partir de la gauche), **celles-ci articulent un certain degré de fausseté avec une intention de nuire, au moyen de 3 mécanismes** : un élément de distorsion des faits, une intentionnalité consciente et une malveillance.

Benoît Le Blanc, directeur de l'École nationale supérieure de cognitive (à gauche), signale **l'enjeu pour les démocraties, fragilisées de fait par ce qu'elles permettent. Pour cela, il faut s'efforcer de défragmenter la société et d'accepter les débats contradictoires** en sortant de sa « bulle ».

Isabelle Martin (2^e à partir de la droite) enseigne en 1^{er} et 2^e degré : **elle initie très tôt les jeunes élèves sur la manière de poser un regard critique sur l'information** en fonction des canaux d'arrivée.

Un accent a été mis sur le *Service de vigilance et protection contre les ingérences numériques étrangères*. Ce service dit **VIGINUM émet des diagnostics de phénomènes d'ingérence et s'efforce de les caractériser**. Il a contribué à la mise en place d'une stratégie contre les manipulations de l'information, qui promeut la formation et l'éducation en s'appuyant sur des dispositifs existants, comme la *Journée défense et citoyenneté*.

Ce fut une passionnante conférence à l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation de Mérignac, qui a montré un domaine que les chercheurs défrichent sous l'impulsion de l'État et mis en lumière les enjeux de sensibilisation de la jeunesse dès le jeune âge.

Les auditeurs landais en visite au Laser Mégajoule

Renforcés des membres du bureau de l'Union Nationale des Combattants de Mont-de-Marsan, les auditeurs IHEDN landais se sont rendus le 25 mars en visite au Laser Mégajoule, sur la commune du Barp, grâce aux bons offices de Michel Caron, ingénieur sur ce site du Commissariat à l'Énergie atomique. Le Centre d'études scientifiques et techniques d'Aquitaine est responsable de la conception d'ensemble des têtes nucléaires de la dissuasion française.



De plus, le CESTA a conçu et exploite le **Laser Mégajoule, grand instrument de recherche qui permet de réaliser des expériences à très hautes températures et pressions pour améliorer les modèles physiques de simulation du fonctionnement des têtes nucléaires**.

La visite parfaitement organisée par notre camarade Michel dans le plus pur esprit IHEDN a permis non seulement de visiter le Laser Mégajoule mais aussi de découvrir les expérimentations conduites par le CEA/CESTA, en particulier pour contribuer aux garanties de performances et de sûreté de nos armes atomiques.

L'organisation de ce genre d'activités qui rassemblent auditeurs de l'IHEDN et membres de l'UNC landais est aussi la preuve que l'union entre associations fait la force pour diffuser l'esprit de défense et de sécurité, en particulier dans les Landes.

Patrick de Gramont, vice-président délégué/Landes

Conférence sur la dissuasion nucléaire et ses retombées en Nouvelle Aquitaine

L'amphithéâtre Léon Duguit de Bordeaux affichait complet pour notre conférence du 4 mars 2026 sur la dissuasion nucléaire française et ses retombées technologiques et économiques en Nouvelle-Aquitaine.

→ Guilaine Dourneau-Claudiel, secrétaire générale, ouvre la séance par un propos introductif.



Deux conférenciers se sont succédés sur ce sujet : Norbert Laurençon a présenté le pourquoi et le comment de la dissuasion nucléaire et Hervé Floch a exposé comment le laser mégajoule (LMJ), qui permet de recréer des conditions extrêmes de température et de pression similaires à celles d'une bombe nucléaire, sans utiliser de vraie explosion, a donné naissance au pôle de compétitivité appelé Alpha RLH I (Route des lasers et des hyperfréquences).

Trois évènements marquants ont jalonné notre dissuasion nucléaire :

- juin 1940 : l'invasion des troupes allemandes a fait naître la volonté de dissuader, c'est-à-dire de montrer à un ennemi quel qu'il soit que l'on a la capacité de lui causer des dégâts totalement inacceptables, et éviter ainsi que la loi du plus fort soit la règle ;
- novembre 1956 : la crise de Suez entraîne le choix d'avoir une France souveraine, concrétisée par le général de Gaulle en juin 1958, qui a doté la France d'une force de dissuasion nucléaire ;
- Janvier 1996 : arrêt des essais nucléaires sur le terrain, démantèlement des installations prévues à cet effet et passage à la simulation.

La France possède ainsi aujourd'hui une force de dissuasion à deux composantes sous-marine et aérienne qui depuis les années 1960 n'a pas cessé de progresser dans sa performance (ex : discrétion et capacité de plongée des sous-marins, portée et précision des missiles utilisés) pour laquelle notre président de la République a annoncé, lors de son dernier discours à l'île Longue, l'idée d'une « *dissuasion avancée* » qui permet de « *penser notre stratégie de dissuasion dans la profondeur du continent européen* » (cf. p. 7).

Le LMJ possède 176 faisceaux de section 40 x 40. Il est logé dans un bâtiment de longueur équivalente à une tour Eiffel couchée. Sa construction et les expérimentations réalisées ont également permis de transformer un impératif de souveraineté en une opportunité industrielle locale en prenant en compte trois objectifs majeurs : recherche formation, transfert industriel, et en étant soutenu par une volonté politique forte. En 2016 le pôle route des lasers de la région bordelaise a fusionné avec le pôle Elopsys de Limoges spécialisé dans les hyperfréquences pour donner naissance à Alpha RLH et permettre ainsi un changement d'échelle pour l'ensemble des activités.

Ce pôle rassemble aujourd'hui des technologies capacitantes pour 7 marchés stratégiques : défense sécurité, aéronautique et spatial, santé, énergie, communications, numérique et intelligence artificielle, bâtiment intelligent. Il comprend aujourd'hui 6500 emplois directs pour 1721 projets labellisés le tout pour un montant global de 3 milliards d'euros. Il a une dimension internationale avec des implantations aux États-Unis, au Canada, en Chine et au Japon. Il illustre parfaitement les retombées économiques d'un grand investissement construit au départ pour la défense.

Norbert Laurençon

ORION JEUNESSE 2026

Au service de la jeunesse et de la résilience nationale



Marie Dao, François Saulet, Isabelle Roze Briard (à gauche) et Patrick Giordan (de face) en animation de l'atelier *Immersion* de la Journée ORION. © AA IHEDN AQUITAINE

L'exercice Orion 2026 (Opération de grande envergure pour des armées Résilientes, Interopérables, Orientées vers le combat de haute intensité et Novatrices), événement majeur de la préparation opérationnelle française à la haute intensité, a pour objectif de préparer les armées aux situations les plus complexes, dans des environnements hybrides et contestés, tous domaines et tous champs confondus.

Planifié du 8 février au 30 avril 2026, cet exercice à dimension multinationale est placé sous commandement français, il mobilise au plan national douze ministères ainsi que des collectivités territoriales. Notre association a répondu à la demande de soutien des organisateurs.

En région, organisé et intégré à l'exercice principal pour sensibiliser la jeunesse (étudiants, lycéens et collégiens) aux enjeux de défense, l'événement Orion Jeunesse 2026 s'est déroulé le 26 avril dernier sur le campus de l'École nationale supérieure d'arts et métiers (ENSAM) de Talence.

Pour garantir le rayonnement de cet événement au-delà de la Gironde, des relais ont été mis en place dans d'autres départements de la zone de défense et de sécurité Sud-ouest (cf. p. 10).

A cette occasion, des unités des trois armées, de la gendarmerie nationale et des services interarmées étaient représentées sur le site de l'ENSAM pour présenter des matériels innovants en configuration statique (Jaguar, Griffon, Centaure, aéronefs à voilure tournante, notamment), ainsi que pour effectuer des démonstrations à caractère dynamique (mise en œuvre de drones par exemple).

L'industrie de défense était aussi présente, plusieurs entreprises de la région ont participé à Orion Jeunesse 2026, notamment dans le domaine d'activité des drones, de la robotique, et de la mobilité.

Des ateliers pratiques ont également été organisés sur le site.

Ils ont contribué, d'une part à fédérer les étudiants autour des enjeux de défense et de sécurité nationale, et, d'autre part, à les sensibiliser aux situations de crises majeures.

→ Ci-contre, Élisabeth et Patrick Kijewski en animation de l'atelier *Cyberdéfense*.



© AA IHEDN AQUITAINE

Henri Touati et Patricia Motais (à gauche) en présentation de l'atelier *Désinformation* à la délégation VIP.



C'est dans ce cadre que notre association est plus particulièrement intervenue, pour assurer l'animation de trois d'entre eux, sur l'ensemble de la journée, et qui ont respectivement traité des thématiques *Cyberdéfense, Désinformation et Immersion* (ci-dessus le général Stéphane Groën, Officier général de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest et la délégation VIP d'Orion Jeunesse visite l'atelier *Désinformation*). A cet effet, une vingtaine de nos membres a été sollicitée pour garantir notre permanence dans la durée.

Au plus fort de la participation, pas moins de 1 800 élèves et étudiants ont été recensés sur le campus, gage de l'intérêt porté par la jeunesse à ce rendez-vous.

Au final, cet événement a constitué une véritable plateforme d'échanges qui a permis de sensibiliser la jeunesse aux enjeux de défense et de souveraineté, de fédérer les acteurs présents (armées, industrie, écoles) autour de projets concrets et possiblement, de créer des vocations dans les domaines de la cyberdéfense, de l'ingénierie ou de la robotique par exemple.

Patrick Giordan, vice-président



Petit-déjeuner avec le général de Gendarmerie Sylvain Tortellier à Bordeaux

Le général Sylvain Tortellier commande le groupement de gendarmerie de Gironde, qui représente 1450 gendarmes et des centaines de réservistes, répartis en 7 compagnies et un escadron de contrôle des flux terrestres, maritimes, aériens et numériques. Il nous a fait l'honneur d'un petit-déjeuner à Bordeaux, le 20 mars 2026.

La Gironde est l'un des plus grands départements de France. Le groupement de gendarmerie y reçoit sur le 17 environ 345 000 appels par an, surtout de Pâques à la Toussaint pour des raisons touristiques.

Notre invité a décrit sa mission de force armée de couverture, de service public des territoires, principalement la lutte contre le narcotrafic, les violences – incluant notamment les violences intra-familiales –, les atteintes aux biens et à l'environnement, et le maintien de l'ordre dans tous ses aspects.

Notre invité a parlé du modèle de gendarmerie, attaché à l'implantation dans les territoires et la préoccupation relative aux conditions d'accueil du public et au cadre de vie des gendarmes eux-mêmes.

Un passionnant débat a suivi, notamment sur les questions de formation et de relation avec la justice et les autres organismes de l'État.

Sur notre agenda



TRINÔME ACADÉMIQUE

← **1^{er} avril 2026** : Conférence à l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation (INSPÉ) avec Benoît Le Blanc sur la désinformation, à Mérignac.

→ **2 avril 2026** : Café stratégique sur La France, une puissance maritime avec l'amiral Frédéric Bordier au campus Périgord, à Périgueux.



TRINÔME ACADÉMIQUE



← **3 avril 2026** : Exercice triennal ORION EMA Jeunesse (*Opération de grande envergure pour des armées Résilientes, Interopérables, Orientées vers le combat de haute intensité et Novatrices*).

→ **13 avril 2026** : Conférence à la médiathèque Labarrère de Pau, sur le thème *Les femmes combattantes, les exemples dans l'histoire du XX^e siècle, une option dans notre armée pour demain ?*



TRINÔME ACADÉMIQUE



← **16 avril 2026** : Petit-déjeuner avec Marie-Agnès de Montbron, directrice régionale de la Banque de France, ; à Bordeaux.

→ **22 avril 2026** : Formation continue des enseignants, sur la base aérienne 120 de Cazaux.



TRINÔME ACADÉMIQUE



TRINÔME ACADÉMIQUE

← **24 avril 2026** : Forum des *Classes de défense et de sécurité globale* landaises à la CCI des Landes et visite de l'exposition mémorielle sur *Les as de la Grande Guerre*, dont notre association est partenaire, à Mont-de-Marsan.

→ **24 avril 2026** : Les rencontres du régalien : petit-déjeuner à Pau avec Éric Tuffery, procureur général près la cour d'appel de Pau.



→ **30 avril 2026** : Conférence de Sylvain Domergue sur l'Arctique, organisée par notre association à Bordeaux.



← **5 mai 2026** : Rallye citoyen à Bayonne.

→ **20 mai 2026** : Rallye citoyen au lycée Chardeuil à Coulaures, en Dordogne.



← **20-21-22 mai 2026** : Rallyes citoyens de Gironde au camp de Souge.

→ **21 mai 2026** : Conférence du général Hervé Pierre sur le thème du général Beauffre, à Bordeaux.



← **21-22 mai 2026** : Rallyes citoyens des Landes à Mont-de-Marsan sur la Base aérienne 118

→ **30 mai 2026** : Assemblée générale de notre association, à Bordeaux.



Aimable rappel de cotisation

Nous invitons les derniers retardataires à bien vouloir s'acquitter de la cotisation 2026.

Cela vous permettra notamment de voter à notre Assemblée générale du 30 mai 2026.

Mais cela a aussi, cette année, une importance particulière car **le nombre de cotisants de notre association 2026 déterminera le nombre de nos délégués** à l'Assemblée générale de l'Union des associations d'auditeurs en 2027.

Merci de contribuer ainsi à nous donner la force de peser au sein de la communauté des auditeurs de l'IHEDN.

© Avec l'aimable autorisation du dessinateur Babouze.

L'Agence européenne de défense vers une autonomie de l'Union européenne face aux défis géopolitiques



L'Agence européenne de défense coordonne des tests de qualification de munitions. © Ministère de la défense Estonie.

Alors que les tensions géopolitiques s'intensifient et que les États-Unis recentrent leurs priorités, **l'Agence européenne de défense est au cœur d'un pari ambitieux : transformer une industrie de l'armement fragmentée en un acteur mondial compétitif et autonome.**

C'est pour permettre à l'Union européenne d'assumer pleinement ses responsabilités en matière de gestion des crises que les États membres de l'Union européenne ont décidé au début des années 2000 de mettre en place plusieurs types de structures permanentes : politiques, militaires et civiles, dont l'Agence européenne de défense (AED).

A l'instar des États-Unis avec la DARPA (*Defense Advanced Research Projects Agency*), mais aussi pour faire face à de nouveaux enjeux notamment dans les domaines de la recherche et du développement technologique, c'est sous l'égide du commissaire européen chargé des affaires institutionnelles alors en fonction (Michel Barnier) qu'une étude sera lancée en 2002 sur la possibilité de créer une agence d'armement. **Ses missions seraient orientées en direction de trois domaines : la recherche, le développement et les acquisitions**, ainsi que les méthodes et processus de fonctionnements afférents. C'est en juillet 2004 que l'AED sera officiellement créée.



L'Allemand André Denk est le directeur exécutif de l'AED depuis mai 2025.

© AED

Sous l'autorité de Kaja Kallas, haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, et d'un directeur exécutif, la structure organisationnelle de l'Agence européenne de défense, établie à Bruxelles, comprend **trois directions opérationnelles** :

- la direction Industrie, synergies et facilitateurs,
- la direction des Capacités, de l'armement et de la planification,
- la direction de la Recherche, de la technologie et de l'innovation.

Les ministres de la défense de l'UE ont examiné de nouvelles propositions visant à renforcer le rôle de l'Agence européenne de défense lors de la réunion de son conseil d'administration, le 1^{er} décembre dernier.

Ces propositions font suite à un appel lancé en octobre de la même année par les dirigeants de l'Union européenne pour **consolider le rôle de l'AED en tant que moteur central de la coopération européenne en matière de défense.**

La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine et l'instabilité croissante au-delà des frontières de l'UE depuis février 2022 ont accentué l'urgence d'une plus grande convergence, d'une meilleure interopérabilité et d'une adoption plus rapide des technologies émergentes.

Ainsi, lors de la conférence annuelle 2026 de l'Agence tenue en janvier dernier, **Kaja Kallas a-t-elle insisté sur la nécessité de passer d'une posture de soutien à la coopération, à un rôle de premier plan, notamment en matière d'innovation de défense et de technologies de rupture.**

Les 27 États membres doivent donner à l'Agence les pouvoirs et les moyens nécessaires en conséquence, pour qu'elle soit en mesure de prendre l'initiative et d'agir, et non se limiter à un rôle de facilitateur et de conseiller.

→ **L'impulsion tient beaucoup au pays qui assure la présidence tournante du Conseil de l'UE.** Ainsi Vasilis Palmas, ministre de la défense de Chypre, qui exerce actuellement cette présidence, a indiqué que son gouvernement s'efforcerait tout particulièrement de renforcer l'AED au cours de ce semestre dans le cadre de ses objectifs.

Depuis le début du conflit en Ukraine, l'UE avait mis en place une série de mesures inédites, dont la réglementation en faveur de la production de munitions (*Act in Support of Ammunition Production-ASAP*), le renforcement de l'industrie européenne de défense par le biais d'un accord commun sur les marchés publics (*European Defence Industry through Common Procurement-EDIRPA*), l'Action pour la sécurité en Europe (*Security for Action for Europe-SAFE*), le Programme européen pour l'industrie de défense (*European Defence Industry Programme-EDIP*), notamment.

Toutes ensemble, **ces initiatives visent à renforcer les capacités industrielles, à favoriser la coopération transfrontalière et à garantir que l'Europe puisse réagir rapidement** face à l'évolution des menaces sécuritaires.



Vasilis Palmas en 2024.
© Wikimedia Commons.

Dans le domaine particulier que constitue celui de la sécurisation des données de défense, l'UE explore de nouvelles solutions pour permettre aux armées et aux autorités de défense des États membres de partager des informations sensibles sans recourir à des infrastructures technologiques implantées outre atlantique.

L'objectif est de mettre en place une plateforme de partage de données de niveau militaire pleinement opérationnelle d'ici 2030, qui permet essentiellement d'accélérer la prise de décision entre les pays, en utilisant les données de chaque nation et d'accroître l'interopérabilité entre les pays de l'UE. A cet effet, un contrat a été passé par l'AED avec un consortium de trois entreprises pour aider à développer le projet : le CEA français – qui dispose d'un établissement aquitain que nous connaissons –, le Cloud Data Engine français et l'Européen SopraSteria – qui intervient par ailleurs sur certains projets franco-français.

Jusqu'à maintenant, les différents pays membres de l'UE sélectionnaient leurs fournisseurs en fonction de leurs préférences nationales, créant ainsi un patchwork de prestataires pour stocker et partager leurs données, sans plateforme commune sécurisée pour l'échange d'informations.

Dans bien des cas, les infrastructures de stockages étaient étrangères, notamment américaines, créant à la fois une dépendance certaine ainsi qu'une réelle vulnérabilité.



← Menée par l'AED à travers son *Hub pour l'innovation en matière de défense européenne (HEDI)*, la 1^{ère} campagne d'expérimentation opérationnelle au niveau de l'UE a eu lieu à Montelibretti, en Italie, à l'été 2025.

Elle a réuni des entreprises et des équipes militaires européennes pionnières pour tester des plateformes terrestres et aériennes sans pilote, en environnements opérationnels.

Ci-contre, un test de drone terrestre destiné au transport de blessés.

© AED/Max Giubilei

Les dirigeants européens appellent désormais à renforcer l'AED pour qu'elle joue pleinement son rôle dans le développement des capacités de défense, la recherche et les acquisitions communes. Cela marque **une volonté réelle de recentraliser la coordination au niveau de l'agence, plutôt que de laisser chaque État agir de manière isolée.**

Quatre grands projets sont actuellement identifiés comme prioritaires :

- **Surveillance renforcée du flanc est** : renforcement des capacités de renseignement et de surveillance des frontières orientales de l'UE, face à la menace russe.
- **Mur anti-drones** : déploiement de systèmes de détection et de neutralisation de drones, en réponse à l'utilisation croissante de ces systèmes dans les conflits modernes (comme en Ukraine).
- **Bouclier de défense aérienne** : développement d'un système intégré de défense anti-aérienne et anti-missile pour protéger le territoire européen.
- **Bouclier de défense spatiale** : protection des infrastructures spatiales européennes (satellites, communications) contre les cyberattaques et les interférences.



↑ En février 2026, dans l'Est de la Norvège, l'Agence européenne de défense a testé des drones terrestres en conditions arctiques pendant 10 jours, dans le cadre d'un scénario très réaliste. Le projet s'articule autour de la modularité et de l'interopérabilité. Des véhicules moyens et lourds sont ainsi combinés à des modules de navigation, de commandement et de contrôle, de communication et de gestion des capteurs. © AED

A l'aune de ces dernières orientations, **l'Agence européenne de défense se réinvente pour devenir le pivot d'une défense européenne plus unie, autonome et réactive**, face à des menaces extérieures accrues et à des défis internes de coordination.

La question n'est plus de savoir si l'Europe peut se permettre de dépendre des autres, mais si elle peut se permettre de ne pas unifier sa défense dans un monde où les conflits se multiplient et où les technologies redéfinissent les rapports de force.

Si de nombreux progrès ont déjà été réalisés, **le succès de l'AED va maintenant dépendre de sa capacité à fédérer les États membres autour de projets structurants**, ainsi qu'à conforter son leadership dans un contexte géopolitique particulièrement instable.

Patrick Giordan

PUBLICATIONS & EXPOSITIONS



Les guerres des mers ***La Marine française au cœur*** ***des nouveaux enjeux du monde*** **Amiral Nicolas Vaujour, éd. Tallandier**

Le chef d'état-major de la Marine nationale a choisi de publier cet ouvrage l'année du quadricentenaire de celle-ci, alors que le cadre des relations internationales, fondé sur le droit, se trouve fortement ébranlé. « *La mer, parce qu'elle est le révélateur d'un monde globalisé, est un formidable observatoire de cette bascule* ».

L'amiral Nicolas Vaujour montre comment la puissance navale repose sur quatre piliers : « *le nombre de bateaux, le savoir-faire, la technologie et les partenaires* ». Et le niveau de cette puissance reflète le niveau de prise de conscience des atouts géopolitiques que confère le contrôle des voies et espaces maritimes.

Très accessible au non spécialiste, l'ouvrage décrit les enjeux croissants de l'« océan global », de fait au cœur de la globalisation. Mais la sécurité du monde n'a pas été assurée par l'interdépendance économique : quand les frictions apparaissent, « *la mer devient rapidement un espace d'affirmation, de contestation et de confrontation* », car sur l'océan international tout le monde se côtoie.

Dans ce contexte, la Marine française, à la fois marine de guerre et marine de garde-côtes, possède de gros atouts en termes de personnel, de technologies et de savoir-faire opérationnel. La composante océanique de la dissuasion nucléaire, ainsi que la composante aéronavale à bord du porte-avions, contribuent à fonder l'autonomie stratégique du pays et la capacité à projeter la puissance aérienne à partir de la mer.

L'analyse des marines russe, chinoise et américaine, assortie de souvenirs personnels, est très éclairante, ainsi que l'accent mis sur la nécessité d'entretenir très concrètement des partenariats en Europe et au-delà. Au fond, le fil rouge de ce livre, c'est l'équipage : l'expérience unique de vivre ensemble des situations qui vous transcendent, en maîtrisant des technologies de pointe et en recherchant une constante adaptation au contexte. Au sein de l'équipage, « *la dépendance réciproque est la condition même de l'efficacité* ».

Géopolitique de l'ingérence russe ***La stratégie du chaos*** ***Préface du général Thierry Burkhard*** **Christine Dugoin-Clément, éd. puf**

Cet ouvrage n'est pas uniquement focalisé sur les modes d'actions russes, mais se concentre aussi sur la pluralité des actions d'influence possibles aujourd'hui. L'affrontement polymorphe qui en résulte vise à rester sous le seuil de déclenchement de la violence légale, souvent sous couvert d'anonymat. L'objectif est de compliquer la prise de décision étatique en l'affaiblissant, voire de l'empêcher.

Le grand défi est évidemment d'anticiper, alors que l'ensemble de ces outils et méthodes de manipulations et d'influence sont nouveaux. En France, des chercheurs, l'École de cognitive de Bordeaux notamment, étudient ce domaine et la manière de s'y adapter. Les Armées et le Quai d'Orsay sont mobilisés (cf. p. 6 de ce Bulletin). A ce stade, l'autrice invite aussi le lecteur à « *s'armer de courage pour s'atteler à la poursuite de l'analyse* ». Une conscience salutaire.

JFM

